

BERNARD FRIOT

a) le capitalisme n'est pas un système fermé, une sorte de forteresse totalitaire ; Marx dit que le capitalisme est une contradiction en marche, une contradiction à l'oeuvre ;

b) être révolutionnaire, c'est être capable de saisir la contradiction, et de faire levier sur la partie de la réalité progressiste pour dépasser l'autre pôle de la contradiction ;

c) c'est ce qu'a su faire le C N R, quand à partir des assurances sociales des années 1930 il a conçu et imposé la sécurité sociale en 1945 ;

d) c'est cela qu'il nous faut continuer si nous sommes capables de regarder en face le régime actuel des retraites ;

e) les retraites : aujourd'hui c'est 260 milliards d'€ chaque année de pensions, soit 13% du P I B,

- 260 milliard d'€ financés chaque année sans aucune épargne (l'épargne représente 3 % du montant)

- chaque pension est un salaire à vie

f) en militant de base discipliné j'ai défilé derrière des banderoles où tout est faux ... la solution pour les retraites : le plein emploi : tout est faux ...

g) nous avons dit : ces 260 milliards échappent au capitalisme, il veut les récupérer ; ces 260 Milliards viennent du système de la répartition, le capitalisme veut en finir avec la répartition, défendons là ! si tout cela est juste, cette argumentation présente un inconvénient cependant, elle est strictement défensive et quand on défend on peut éviter de perdre, ce qui généralement n'est pas le cas, mais ce qui est sûr c'est qu'on ne gagne jamais ;

h) d'abord les capitalistes ne cherchent pas à supprimer la répartition ; la répartition est une réalité très importante dans l'Europe des 15 ; dans l'Europe des 15 les retraites sont financées à 90 % par la répartition ; en France 97 % par la répartition et 03 % par la capitalisation ;

là où les capitalistes ont cherché à remplacer la répartition par la capitalisation, en U K, ça n'a pas marché, ça n'a pas marché parce que les salariés n'ont jamais eu assez confiance en l'avenir pour mettre des sous de côté pour leurs vieux jours et qui plus est des sous qui auraient été placés sur les marchés financiers ;

en France depuis 25 ans les capitalistes cherchent à augmenter la capitalisation et ils n'y arrivent pas; la répartition, c'est à dire 97 % du financement des retraites est une institution financière extrêmement solide ;

i) ce qui est révolutionnaire dans cette institution financière qu'est la répartition, c'est que c'est la preuve qu'il n'y a pas besoin d'épargner pour financer du long terme ;

j) or le capitalisme repose sur cette croyance : si nous voulons permettre l'investissement, il faut de l'accumulation financière, et les titulaires de l'accumulation financière sont peut être des salauds, mais ils sont utiles, on ne peut pas s'en passer ;

k) alors on va faire la part du feu, on va faire un pôle bancaire public, un pôle financier public, on juxtapose du crédit public et du crédit privé, on ne supprime pas le crédit privé ça c'est la proposition social démocrate de gauche ... on fait ça depuis un siècle en Europe, et au bout d'un temps plus ou moins long le pôle public bancaire sert à socialiser les pertes, et autour la valorisation des capitaux privés est d'autant plus grande que le pôle public prend en charge les activités les actifs à faible rendement ;

l) pour assumer des engagements à long terme il ne faut surtout pas épargner; ce sont les pays qui s'appuient le plus sur la répartition qui ont les meilleurs résultats en terme de taux de remplacement (le pourcentage du salaire de référence pour le calcul de la pension) et en terme du plus grand nombre de pensionnés passé l'âge de 60 ans ;

m) cette réalité nous rappelle que épargner ce n'est jamais accumuler de la valeur; l'accumulation financière, c'est convertir de la monnaie (l'argent apporté au banquier) en achetant des titres financiers; donc l'accumulation financière c'est accumuler des titres financiers ;

et quand le moment venu on veut les convertir en pension, il faut faire l'opération inverse, c'est à dire convertir les titres en monnaie ;

mais quand le moment est venu pour que les titres soient convertis, il faut que la monnaie pré existe ; les titres ne génèrent aucune monnaie ;

n) dans les fables qu'on nous raconte pour nous endormir, il est dit que "le capitalisme c'est l'art de faire des sous avec des sous", et bien NON, on ne peut pas faire des sous avec des sous, c'est impossible ! on ne peut faire des sous qu'avec du travail ...

o) le titre ce n'est pas du tout de la valeur, c'est un droit de propriété sur la valeur ; lorsque j'accumule des titres, j'accumule des droits sur la valeur produite par le travail au moment où je convertirai mes titres en monnaie ;

p) il n'y a que de l'aujourd'hui en économie ; la monnaie qui circule n'est que la concrétisation de la valeur donnée au travail à l'oeuvre à un moment donné; il n'existe pas de congélateur à valeur !

il y a du travail en train qui produit de la valeur, et sur cette valeur produite certains ont des droits de propriété ... c'est une des 2 institutions centrales du capitalisme, qu'on puisse avoir un droit de propriété sur la valeur créée par autrui ;

q) si en 2020, il y a du travail qui produit une valeur suffisante pour permettre de convertir les titres prévus pour payer les pensions, alors tout va normalement ; mais si il n'y a pas assez de travail pour créer la valeur permettant de convertir les titres prévus, alors les titres ne vaudront rien !

r) donc de 2 choses l'une :

- ou il n'y aura pas de travail en 2020 donc il ne faut surtout pas épargner ...

- ou il y aura du travail en 2020, alors épargner ne sert à rien puisqu'il y aura du travail donc des cotisations sociales pour payer les pensions ;

s) épargner ne sert jamais à rien ; épargner va d'abord changer le sens des droits ;

dans le système de la répartition, la pension est un droit du travail, dans la capitalisation, la pension est un droit de la propriété lucrative et le pensionné est alors un soutien du capitalisme;

t) la sortie du capitalisme est aujourd'hui une urgence; nous sommes dans une situation où beaucoup sont confrontés à la pauvreté et s'ils ne perçoivent plus aucune sortie possible alors nous aurons l'extrême droite et ses ersatz et alliés, droite populaire et autre ; la sortie du capitalisme n'est pas dans un "ensemble de valeurs", elle est à chercher dans la réalité de la contradiction mise en oeuvre par le capitalisme face à la lutte des classes, et dans les institutions qu'il a mis en place qui peuvent permettre son dépassement ;

et comme remplacement possible de l'institution majeure qu'est l'accumulation financière, nous avons la cotisation sociale ! si depuis 60 ans nous avons fait la preuve qu'il ne faut pas épargner pour du financement à long terme, les pensions, alors nous pouvons utiliser le même système pour l'investissement ;

pour financer l'investissement (financement en général à 5 ans et rarement à 25 ans maximum) il n'y a pas besoin d'accumulation financière, il n'y a pas besoin d'épargner ;

le coeur du capitalisme c'est l'expropriation du producteur de sa production, des salariés de leur possibilité de décider de ce à quoi servira la valeur qu'ils ont créé

le repreneur qui vient avec son million d'euros, d'abord ce sont des titres donc convertis en monnaie du fait de la valeur de notre travail en train, ne sauve pas l'entreprise reprise ; avec le fric qu'il nous a ponctionné, il s'arroge le droit de nous exclure de tout l'avenir de l'entreprise reprise ...

toute proposition qui ne vise pas à la suppression des marchés financiers est une proposition sociale démocrate de gauche ;

c'est pourquoi il faut soigneusement calibrer le radicalisme de tout projet, de manière à assurer le degré de mobilisation sociale nécessaire à sa viabilité réelle ; (Michel Husson, contre le chômage les 7 travaux d'Hercule dans pour sortir du libéralisme)

la question n'est pas de supprimer les marchés financiers, mais de prendre une mesure positive, sur le modèle de la cotisation économique, de mettre en place une cotisation économique qui équivaldra à 30 % du P I B, qui iront à des caisses pour l'investissement, sans intérêt et sans remboursement ...

les cotisations sociales représentent aujourd'hui 27 % du P I B; et bien on va doubler la mise, on va ponctionner 30 % du P I B pour l'investissement

le P I B de la France aujourd'hui c'est 2000 milliards d'euros ; 40 % vont aux profits, soit 800 milliards, sur ces 800 milliards 400 sont investis, 400 milliards soit 20 % du P I B, le reste ?

- 100 milliards vont aux travailleurs indépendants c'est normal, quelques dizaines de milliards vont à l'I S F, c'est normal, mais chaque année 250 milliards disparaissent en fumée ...

on ne va pas créer une cotisation économique à 30 % du P I B tout de suite; on peut prendre comme exemple la cotisation sociale qui au départ était de 12 % du P I B et a été doublée en 50 ans ; cela est possible si en même temps nous annonçons clairement le projet de suppression de la propriété lucrative ;